

Unité Départementale des Côtes d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 PLERIN

PLERIN, le 04/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/09/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Parc éolien Saint-Caradec SARL

23 rue Jean Jacques Rousseau
75001 Paris

Références : 2023.267

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/09/2023 dans l'établissement Parc éolien implanté au lieu-dit « La Lande-Goazel », 22600 Saint-Caradec, exploité par la SNC Saint-Laurent. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection réalisée le 25 septembre 2023 sur l'éolienne référencée SEN82755 s'est déroulée de manière inopinée.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Parc éolien Saint-Caradec SARL
- La Lande-Goazel 22600 Saint-Caradec
- Code AIOT : 0005517943
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien de Saint-Caradec est autorisé par l'arrêté préfectoral du 1^{er} juin 2015. Il comprend un poste de livraison et trois éoliennes de 111 et 127 mètres de haut qui, chacune, délivre une puissance

électrique de 2.05 MW.

L'éolienne référencée SEN82755, objet du contrôle, a pour particularité de se trouver dans une zone artisanale, à proximité immédiate d'un chantier de construction d'une entreprise.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Dispositions constructives - accès au site ;
- Exploitation : accès aux installations ;
- Exploitation : identification et consignes ;
- Risques : consignes de sécurité ;
- Risques : procédures en cas de dysfonctionnement.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
4	Risques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Disposition constructive	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7
2	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
3	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
5	Risques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite au contrôle inopiné mené le 25 septembre 2023 sur l'éolienne référencée SEN82755 du parc exploité par la SNC Saint-Laurent, sur la commune de Saint-Caradec, l'inspection constate que l'aérogénérateur contrôlé se trouve à proximité immédiate d'un chantier de construction d'une entreprise ; à noter que certains artisans utilisent la plateforme éolienne avec l'accord de l'exploitant pour garer leur véhicule (le long des bords) et y entreposer quelques fournitures.

Suite à la réalisation d'un exercice simulant un départ de feu au niveau de la nacelle, l'inspection demande à l'exploitant de modifier le numéro de portable devant être appelé en cas de dysfonctionnement indiqué sur le panneau situé à l'entrée du site et d'y inscrire le nom de l'entreprise exploitante.

Compte tenu du contexte particulier de cette éolienne, la procédure d'intervention devra également prévoir une information rapide des tiers qui se trouvent à proximité de l'aérogénérateur.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Disposition constructive

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7
Thème : Risques accidentels, Disposition constructive
Prescription contrôlée : Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.

Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont maintenus en bon état de propreté.
Constats : Le 25 septembre 2023, l'inspection a constaté que la voie d'accès au parc éolien de Saint-Caradec était accessible et correctement entretenue. Les abords de la plateforme éolienne étaient propres.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
Thème : Risques accidentels, Exploitation
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
Constats : Le 25 septembre 2023, les portes d'accès à l'éolienne identifiée SEN82755 et au poste de livraison voisin étaient fermées à clé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème : Risques accidentels, Exploitation
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : <ul style="list-style-type: none"> • les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; • l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; • la mise en garde face aux risques d'électrocution ; • la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace. •
Constats : L'éolienne, objet du contrôle, est clairement identifiée par l'inscription SEN82755 qui est positionnée au-dessus de la porte d'entrée, en caractères lisibles.

Les prescriptions applicables par les tiers sont affichées, d'une part, sur un panneau positionné à l'entrée du site et, d'autre part, au niveau de la porte de l'éolienne.

Il est clairement indiqué, à l'aide de texte et de pictogrammes :

- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur,
- la conduite à tenir en cas de situation anormale (appeler un portable ou des numéros d'urgences) ;
- le risque d'électrocution ;
- le risque de chute de glace ;
- l'interdiction de circuler sous l'éolienne , que ce soit pour des piétons ou pour des véhicules.

Toutefois, l'inspection alerte l'exploitant sur le fait que le panneau placé à l'entrée de la plateforme éolienne est en partie plié.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22

Thème : Risques accidentels, Risques

Prescription contrôlée :

Des consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance.

Ces consignes indiquent :

- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ;
- les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt (notamment pour les défauts de structures des pales et du mât, pour les limites de fonctionnement des dispositifs de secours notamment les batteries, pour les défauts de serrages des brides) ;
- les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ;
- le cas échéant, les informations à transmettre aux services de secours externes (procédures à suivre par les personnels afin d'assurer l'accès à l'installation aux services d'incendie et de secours et de faciliter leur intervention).

Les consignes de sécurité indiquent également les mesures à mettre en œuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations suivantes : survitesse, conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sables, incendie ou inondation.

Constats :

Le 25 septembre 2023, l'inspection a souhaité contrôler le fait que l'exploitant était en mesure d'intervenir sur une éolienne présentant un dysfonctionnement.

Un exercice, simulant un départ de feu au niveau de la nacelle de l'éolienne référencée SEN82755, a été déclenché par la DREAL des Côtes d'Armor.

Celui-ci s'est déroulé de la manière suivante :

10h37 : début de l'exercice

appel du numéro affiché sur la pancarte par la DREAL - **pas de réponse** ;

10h39 : appel du même numéro par la DREAL et dépôt d'un message signalant le déclenchement de l'exercice et demandant à être rappelé rapidement - **sans rappel** ;

10h44 : appel du même numéro par la DREAL - **sans succès** ;

10h46 : appel d'un autre numéro de portable, présent dans le dossier de l'exploitant, par la DREAL : et dépôt d'un message signalant le déclenchement de l'exercice et demandant à être rappelé rapidement ; **pas de rappel** ;

10h50 : appel du numéro de l'entreprise exploitante par la DREAL ; réponse d'une personne intervenant au niveau des centrales électriques gérées par l'entreprise, qui choisit de transmettre l'appel au patron ; celui-ci vérifie que les appelants sont en sécurité, identifie l'éolienne accidentée et transmet la demande de la DREAL au service de maintenance déjà contacté par l'inspection ;

11h08 : l'inspection est rappelée par le service de maintenance qui explique que le premier appel de l'inspection n'a pas été pris en compte car, d'une part, le numéro appelant n'était pas reconnu et, d'autre part, il intervenait par ailleurs au niveau d'un parc qui présentait des alertes (alors que, à son niveau, le parc de Saint-Caradec ne présentait aucune alerte).

A la demande de l'inspection, cette personne décrit la procédure qui serait mise en œuvre pour mettre en sécurité l'éolienne (coupure de l'alimentation électrique par l'intermédiaire d'ENEDIS quasi immédiate permettant de stopper la zone du parc concerné par le dysfonctionnement, appel des pompiers pour mettre le déploiement d'un périmètre de sécurité, appel de la maintenance technique pour intervention sur site) ; lors de la simulation de l'appel aux pompiers, cette personne fournit les éléments nécessaires à l'identification de l'éolienne ainsi que les informations concernant les premières interventions réalisées.

11h16 : fin de l'exercice

Suite à ce déroulé, l'inspection fait les remarques suivantes :

- le numéro inscrit sur le panneau placé à l'entrée du site ne semble pas être fonctionnel ; il est donc probable qu'un passant aurait appelé les pompiers en deuxième recours. Cependant, le nom de l'exploitant n'étant pas indiqué sur le panneau situé à l'entrée du site, ce service aurait lui-même eu du mal à contacter l'exploitant ;
- l'éolienne référencée SEN82755 se trouve à proximité immédiate d'un chantier de construction d'une industrie et une camionnette d'artisan avait été autorisée à se garer sur la périphérie de la plateforme éolienne ; l'inspection observe que, spontanément, il n'a pas été envisagé de contacter le responsable du chantier pour le prévenir du danger que pouvait présenter l'éolienne « en feu » ; de même l'exploitant était démuné pour prévenir l'artisan qui, potentiellement pouvait se trouver dans sa camionnette ;

Compte tenu des constats réalisés et du contexte particulier de la machine contrôlée, l'inspection demande à l'exploitant d'indiquer sur le panneau à l'entrée du site :

- le nom de l'entreprise (**SNC Saint-Laurent**) ;
- un numéro de portable opérationnel ;
- prévoir un dispositif permettant d'informer le responsable du chantier et/ou le propriétaire de l'entreprise voisine, ainsi que tout artisan garé sur la plateforme éolienne, d'un dysfonctionnement de l'éolienne **SEN82755**.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23

Thème : Risques accidentels, Risques

Prescription contrôlée :

En cas de détection d'un fonctionnement anormal notamment en cas d'incendie ou d'entrée en surtension d'un aérogénérateur, l'exploitant ou une personne qu'il aura désignée et formée est en mesure :

- | |
|---|
| <ul style="list-style-type: none">• de mettre en œuvre les procédures d'arrêt d'urgence mentionnées à l'article 22 dans un délai maximal de 60 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur ;• de transmettre l'alerte aux services d'urgence compétents dans un délai de 15 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur. |
|---|

Constats :

L'éolienne étant déjà immobile lors de l'exercice d'incendie, la procédure de mise à l'arrêt n'a pas été demandée par l'inspection.

Toutefois, l'exercice réalisé le 25 septembre 2023 a mis en évidence que la principale difficulté consistait à prévenir l'exploitant pour l'informer d'un dysfonctionnement sur son parc éolien (voir constat fiche n° 4).
--

Une fois prévenu, l'exploitant est en mesure de transmettre l'alerte aux pompiers dans les 15 minutes (voir déroulé de l'exercice décrit dans la fiche de constat n° 4) et de mettre en œuvre la procédure d'arrêt d'urgence en moins d'une heure.
--

Type de suites proposées : Sans suite
--

Proposition de suites : Sans objet
